

Ne pas diffuser, publier ou distribuer directement ou indirectement à des U.S. persons ou aux Etats-Unis (tel que défini dans la Regulation S de l'U.S. Securities Act of 1933, tel qu'amendé) ou dans tout autre juridiction dans laquelle il est illégal de diffuser, publier ou distribuer ce communiqué de presse.



Communiqué de presse

TP annonce le succès de son opération de refinancement obligataire

PARIS, le 19 mai 2026

TP annonce avoir procédé avec succès au placement de son émission obligataire double tranche avec une souscription significative de la part des investisseurs institutionnels. Le Groupe atteint ainsi son objectif d'allongement de la maturité de sa dette, à un coût reflétant la solidité de ses fondamentaux. Les caractéristiques de l'émission sont les suivantes :

- obligations senior à échéance longue de 5 ans, d'un montant total en principal de 700 000 000 d'euros, assorties d'un coupon annuel de 4,750 % arrivant à maturité le 28 mars 2032 ; et
- obligations senior à échéance longue de 8 ans, d'un montant total en principal de 500 000 000 d'euros, assorties d'un coupon annuel de 5,375 % arrivant à maturité le 28 janvier 2035, (ensemble, les "Nouvelles Obligations").

Les Nouvelles Obligations seront admises à la négociation sur Euronext Paris. Il est prévu que ces Nouvelles Obligations soient notées BBB (S&P), en ligne avec la notation de TP que S&P a confirmée avec une perspective stable le 13 mars 2026.

Le produit net des Nouvelles Obligations sera alloué au rachat des obligations suivantes visées dans le cadre de l'offre de rachat annoncée et lancée par TP le 18 mai 2026 (l'"Offre de Rachat") :

- les obligations d'un montant de 500 000 000 € portant intérêt au taux de 0,250 % venant à échéance le 26 novembre 2027 (ISIN : FR0014000S75 ; dont 500 000 000 € sont actuellement en circulation) ; et
- les obligations d'un montant de 700 000 000 € portant intérêt au taux de 5,250 % venant à échéance le 22 novembre 2028 (ISIN : FR001400M2F4 ; dont 700 000 000 € sont actuellement en circulation).

Le cas échéant, le solde du produit net des Nouvelles Obligations n'ayant pas servi à financer le rachat sera utilisé pour les besoins généraux de TP.

Crédit Agricole CIB, Goldman Sachs Bank Europe SE (B&D) et Société Générale ont agi en tant que coordinateurs globaux (*Global Coordinators*) et BNP PARIBAS, Citi, HSBC et Natixis en tant que chefs de file actifs (*Active Bookrunners*) dans le cadre de l'émission des Nouvelles Obligations.

Crédit Agricole CIB, Goldman Sachs Bank Europe SE (B&D) et Société Générale ont également participé en tant que banques (*Dealer Managers*) à l'Offre de Rachat.

Avec cette nouvelle émission double tranche dans le cadre de son programme EMTN de 5 000 000 000 € réalisée au titre de son prospectus de base complété par supplément, TP confirme son leadership en matière de structure bilancielle au sein de son industrie et franchit une nouvelle étape dans la mise en œuvre de son plan stratégique.

Les conditions définitives des Nouvelles Obligations ainsi que le prospectus de base de TP daté du 11 décembre 2025 et ses suppléments seront disponibles sur le site internet de TP à l'adresse suivante : www.tp.com.

À PROPOS DU GROUPE TP

TP est un leader mondial des services aux entreprises en solutions digitales qui allie en permanence le meilleur de la technologie avancée à l'empathie humaine pour offrir un service client amélioré, plus simple, plus rapide et plus sûr, au bénéfice des plus grandes marques mondiales et de leurs clients. L'offre complète du groupe s'appuie sur l'intelligence artificielle, s'étend du service client en front office aux fonctions de back-office et inclut des services de conseil opérationnel et de transformation digitale à forte valeur ajoutée. TP propose également une gamme de services spécialisés tels que le recouvrement de créances, l'interprétariat et la localisation, les services aux consulats et la gestion des demandes de visa, ainsi que les services d'externalisation des processus de recrutement. Des équipes d'experts et de conseillers multilingues inspirés et passionnés, réparties dans près de 100 pays, et la parfaite connaissance des marchés locaux permettent au groupe d'œuvrer au service des communautés, des clients et de l'environnement.

Pour plus d'informations : www.tp.com

CONTACTS

ANALYSTES ET INVESTISSEURS

MÉDIA

Monde

Simon Zaks

Groupe TP

Tél : +33 6 72 98 32 37

investor@teleperformance.com

MÉDIA

Europe

Karine Allouis – Laurent Poinot

IMAGE7

Tél : +33 1 53 70 74 70

teleperformance@image7.fr

MÉDIA

Amérique et Asie-Pacifique

Nicole Miller

Groupe TP

Tél : + 1 629-899-0675

tppublicaffairs@teleperformance.com

Avertissement

Le présent communiqué de presse ne constitue ni ne participe à une offre ou une sollicitation pour acquérir, souscrire ou vendre des titres et l'émission des Nouvelles Obligations ne constitue pas une offre au public (autres qu'à des investisseurs qualifiés) dans toute juridiction, y compris en France.

*Tout terme commençant par une majuscule utilisé dans la présente section a le sens qui est donné à son équivalent anglais dans le prospectus de base en date du 11 décembre 2025, tel que supplémenté par un premier supplément en date du 13 mai 2026 (le "**Prospectus de Base**"), sauf stipulation contraire dans ce communiqué de presse.*

Interdiction de Vente à des Investisseurs de Détail de l'Espace Économique Européen au sens du Règlement Prospectus et du règlement PRIIPs de l'UE

Les Nouvelles Obligations ne sont pas destinées à être offertes, vendues ou mises à disposition par tout autre moyen, et ne doivent pas être offertes, vendues ou mises à disposition par tout autre moyen, à tout investisseur de détail dans l'Espace Économique Européen (l'"EEE").

Pour les besoins de cette stipulation, un "investisseur de détail" désigne une personne qui est une (ou les deux) des personnes suivantes :

- (a) un client de détail tel que défini au point (11) de l'Article 4(1) de la Directive 2014/65/UE (tel que modifiée, "MiFID II"), ou*
- (b) un consommateur au sens de la Directive (UE) 2016/97, où le consommateur ne serait pas qualifié de client professionnel au titre du point (10) de l'Article 4(1) de MiFID II.*

*En conséquence, aucun document d'information clé requis par le Règlement (UE) No 1286/2014 (tel qu'amendé, le "**Règlement PRIIPs**") pour l'offre et la vente des Nouvelles Obligations ou pour les mettre, par tout autre moyen, à disposition des investisseurs de détail au sein de l'EEE n'a été préparé et dès lors, l'offre ou la vente des Nouvelles Obligations ou leur mise à disposition par n'importe quel autre moyen à un investisseur de détail au sein de l'EEE est susceptible d'être illégal au titre du Règlement PRIIPs.*

France

Les Nouvelles Obligations ne seront offertes ou vendues, directement ou indirectement, en France qu'à des investisseurs qualifiés au sens de l'Article 2(e) du Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2017, tel que modifié (le "**Règlement Prospectus**") et conformément à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier et ne seront distribués ou ne feront l'objet d'une distribution en France qu'à de tels investisseurs qualifiés.

Interdiction de Vente aux Investisseurs de Détail au Royaume-Uni

Les Nouvelles Obligations ne sont pas destinées à être offertes, vendues ou mises à disposition par tout autre moyen, et ne doivent pas être offertes, vendues ou mises à disposition par tout autre moyen, à des investisseurs de détail au Royaume-Uni.

Pour les besoins de cette stipulation :

- (i) un "investisseur de détail" désigne une personne qui est une (ou les deux) des personnes suivantes:
 - (a) une personne qui n'est pas un client professionnel tel que défini au point (8) de l'Article 2(1), du Règlement (UE) n° 600/2014, tel qu'il est incorporé dans la loi nationale britannique au titre de l'European Union (Withdrawal) Act 2018 (le "**EUWA**"); ou
 - (b) une personne qui n'est pas un investisseur qualifié tel que défini au paragraphe 15 de l'Annexe 1 des Public Offers and Admissions to Trading Regulations 2024.

En conséquence, aucun document d'information requis par le FCA Product Disclosure Sourcebook ("**DISC**") n'a été préparé pour l'offre, la vente et la distribution des Nouvelles Obligations ou leur mise à disposition par tout autre moyen d'investisseurs de détail au Royaume-Uni et dès lors, l'offre, la vente, la distribution ou la mise à disposition par tout autre moyen des Nouvelles Obligations à tout investisseur de détail au Royaume-Uni est susceptible d'être illégale au titre du DISC et des Consumer Composite Investments (Designated Activities) Regulations 2024.

Etats-Unis

Les Nouvelles Obligations n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du U.S. Securities Act of 1933, tel qu'amendé (le "**Securities Act**"), ou auprès de toute autorité de régulation des titres financiers de tout Etat ou de toute autre juridiction des Etats Unis d'Amérique, et les Nouvelles Obligations ne pourront pas être offertes, ou vendues, directement ou indirectement, aux Etats Unis ou à des, ou pour le compte ou le bénéfice de, U.S. persons, sauf dans le cadre de certaines transactions exemptées des obligations d'enregistrement prévues par le Securities Act. Les Nouvelles Obligations sont offertes et vendues seulement en dehors des Etats Unis à des personnes autres que des U.S. persons conformément aux dispositions de la Regulation S du Securities Act. Les termes avec une majuscule figurant dans ce paragraphe qui n'y sont pas définis ont la signification qui leur est donnée dans la Regulation S du Securities Act.

Le présent communiqué de presse et le Prospectus de Base ne constituent pas une offre à l'intention de toute personne aux Etats Unis. La diffusion du présent communiqué de presse ou du Prospectus de base par toute non-U.S. persons hors des Etats-Unis à l'intention de toute U.S. persons ou de toute autre personne se trouvant aux Etats-Unis est interdite, et toute divulgation de son contenu à une telle U.S. persons ou à toute autre personne se trouvant aux Etats-Unis sans le consentement écrit préalable de TP est interdite.

République d'Italie

L'offre des Nouvelles Obligations n'a pas été enregistrée auprès de la Commissione Nazionale per le Società e la Borsa ("**CONSOB**") conformément à la législation italienne sur les valeurs mobilières et, par conséquent, les Nouvelles Obligations ne sont pas destinées à être offertes ou vendues, et ne seront pas offertes ou vendues, en République italienne dans le cadre d'une offre au public.

En conséquence, les Nouvelles Obligations ne sont pas destinées à être offertes, vendues ou délivrées ni à faire l'objet

d'une distribution de copies du présent communiqué de presse, du Prospectus de Base ou de tout autre document relatif aux Nouvelles Obligations en République italienne, sauf :

- (i) à des "investisseurs qualifiés", tels que définis à l'article 2, point e), du Règlement Prospectus et par toute disposition applicable du décret législatif n° 58 du 24 février 1998, tel que modifié ("Décret 58"), ainsi que par les règlements de la CONSOB, tels que modifiés ; ou
- (ii) dans toute autre circonstance bénéficiant d'une exemption expresse aux restrictions d'offre, conformément au Règlement Prospectus, à l'article 100 du Décret n° 58, à l'article 34-ter du règlement CONSOB n° 11971 du 14 mai 1999, tel que modifié, et à toute autre loi ou réglementation italienne applicable.

Toute offre, vente ou livraison des Nouvelles Obligations ou toute distribution de copies du présent communiqué de presse, du Prospectus de Base ou de tout autre document relatif aux Nouvelles Obligations en République italienne devra :

- (a) être effectuée par des entreprises d'investissement, des banques ou des intermédiaires financiers autorisés à exercer de telles activités en République italienne conformément au décret législatif n° 385 du 1er septembre 1993, tel que modifié, au Décret n° 58, au règlement CONSOB n° 20307 du 15 février 2018, tel que modifié, et à toute autre loi et réglementation applicable ;
- (b) être conforme à l'article 129 du décret législatif n° 385 du 1er septembre 1993, tel que modifié, en vertu duquel la Banque d'Italie peut demander des informations relatives à l'émission ou à l'offre de valeurs mobilières en République italienne, ainsi qu'aux instructions d'application correspondantes de la Banque d'Italie émises le 25 août 2015 (telles que modifiées les 10 août 2016 et 2 novembre 2020) ; et
- (c) respecter toute autre loi, réglementation ou exigence applicable imposée par la CONSOB ou toute autre autorité italienne.

Suisse

L'offre des Nouvelles Obligations en Suisse est dispensée de l'obligation d'établir et de publier un prospectus en vertu de la loi fédérale sur les services financiers ("**FinSA**"), dans la mesure où cette offre est réalisée exclusivement auprès de clients professionnels au sens de la FinSA ou dans la mesure où les Nouvelles Obligations ont une valeur nominale unitaire d'au moins 100.000 CHF (ou l'équivalent dans une autre devise) ou plus et où les Nouvelles Obligations ne seront admises à la négociation sur aucun lieu de négociation (bourse ou système multilatéral de négociation) en Suisse. Le présent communiqué de presse et le Prospectus de Base ne constituent pas un prospectus au sens de la FinSA, et aucun prospectus de ce type n'a été ni ne sera établi pour les besoins de l'offre des Nouvelles Obligations ou dans le cadre de celle-ci.

Japon

Les Nouvelles Obligations n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre de la Financial Instruments and Exchange Act du Japon (Act No. 25 de 1948, telle que modifiée, le "**Financial Instruments and Exchange Act**"), et ne sont pas destinées à être offertes ou vendues, et ne doivent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, au Japon ni à, ou pour le bénéfice de, toute personne résidente au Japon (au sens du point 5 du paragraphe 1 de l'article 6 du Foreign Exchange and Foreign Trade Act (loi n° 228 de 1949, telle que modifiée)), ni à d'autres pour une nouvelle offre ou revente, directement ou indirectement, au Japon ou à, ou pour le bénéfice de, un résident du Japon, sauf conformément à une exemption aux exigences d'enregistrement prévue par, et dans le respect de, la Financial Instruments and Exchange Act et toutes autres lois, règlements et directives ministérielles applicables au Japon.

Hong-Kong

- (a) Les Nouvelles Obligations ne sont pas destinées à être offertes ou vendues et ne seront pas offertes ou vendues à Hong Kong au moyen de quelque document que ce soit, sauf (a) à des "investisseurs professionnels", tels que définis dans le Securities and Futures Ordinance (Chapitre 571) de Hong Kong (le "**SFO**") et toute réglementation

adoptée en vertu du SFO ; ou (b) dans d'autres circonstances qui n'ont pas pour effet de qualifier le document de "prospectus" au sens du Companies (Winding Up and Miscellaneous Provisions) Ordinance (Chapitre 32) de Hong Kong (le "**C(WUMP)O**") ou qui ne constituent pas une offre au public au sens du C(WUMP)O ; et

- (b) le présent communiqué de presse n'est pas destiné à être diffusé, consulté ou lu par le public de Hong Kong (sauf dans les cas où cela est autorisé en vertu de la législation sur les valeurs mobilières de Hong Kong), autrement que s'agissant de Nouvelles Obligations qui sont ou sont destinées à être cédées uniquement à des personnes situées hors de Hong Kong ou exclusivement à des "investisseurs professionnels", tels que définis dans le SFO et toute réglementation adoptée en vertu du SFO.

Singapour

Le présent communiqué de presse et le Prospectus de Base n'ont pas été et ne seront pas enregistrés en tant que prospectus auprès de l'Autorité monétaire de Singapour. En conséquence, les Nouvelles Obligations ne sont pas destinées à être offertes ou vendues, ni à faire l'objet d'une invitation à souscrire ou à acquérir, et le présent communiqué de presse et le Prospectus de Base ou tout autre document ou instrument lié à l'offre ou la vente des Nouvelles Obligations, n'ont pas été et ne seront pas diffusés ou distribués, directement ou indirectement, à aucune personne à Singapour autre que : (i) un investisseur institutionnel (tel que défini à la Section 4A du Securities and Futures Act de 2001, tel que modifié ou amendé périodiquement (le "**SFA**")) conformément à la Section 274 du SFA ou (ii) un investisseur accrédité (tel que défini à la Section 4A du SFA) conformément à, et dans le respect des conditions de, la Section 275 du SFA.

Général

Aucune mesure n'a été prise dans une quelconque juridiction qui permettrait une offre au public de tout ou partie des Nouvelles Obligations, ni la possession ou la distribution du présent communiqué de presse, du Prospectus de Base ou de tout autre document d'offre ou des Conditions Définitives, dans tout pays ou toute juridictions dans lesquels une telle démarche serait requise à cette fin.